



AFRIQUE/MOZAMBIQUE - Selon des sources de l'Eglise, « il existe encore des espaces de médiation » après la dénonciation des accords de paix

Maputo (Agence Fides) – « Il s'agit d'une période délicate parce que nous sommes à la veille des élections municipales, le 20 novembre, qui seront suivies, l'an prochain, par les élections législatives. La RENAMO ne se présente pas afin de protester contre ce qu'elle considère être des discriminations à son égard. Il est donc clair que ses responsables cherchent à porter l'affrontement à un autre niveau afin de se montrer encore présents dans la vie politique de la nation » déclarent à l'Agence Fides des sources de l'Eglise au Mozambique où, hier, 21 octobre, les anciens rebelles de la RENAMO ont dénoncé les accords de Rome de 1992 qui avaient mis fin à 17 années de guerre civile et ce après que l'armée ait attaqué leur quartier général de Sathundjira, dans la province de Sofala. « La crise couvait depuis longtemps mais elle était demeurée jusqu'ici localisée dans la zone de Sofala, dans l'Archidiocèse de Beira, où le chef de la RENAMO s'est réfugié avec un groupe de partisans très fidèles » déclarent nos sources qui ajoutent que la dénonciation des accords de Rome de la part des chefs de la RENAMO est conforme à « leur prise de position depuis le début de la crise, lorsqu'ils affirmèrent que le gouvernement ne respectait pas les accords ».

Selon nos sources, les voies du dialogue et de la paix sont encore ouvertes même s'il n'est pas à exclure que la RENAMO ait recours à des actions de guérilla. Le 22 octobre, un groupe de la RENAMO a attaqué un commissariat de police à Maringue.

« L'Eglise continue à insister pour promouvoir le dialogue et la paix. Chaque Dimanche, lors des Messes paroissiales, les célébrants insistent sur la nécessité de ne pas revenir en arrière au travers de prises de positions violentes qui pourraient provoquer d'autres deuils » affirment les sources de Fides. « Tous, non seulement l'Eglise catholique mais également les autres composantes de la société civile et des représentations diplomatiques et internationales présentes au Mozambique depuis longtemps, condamnent ces affrontements et les tensions existant entre les deux parties, cherchant à rétablir un dialogue ».

« Il existe encore des espaces pour tenter une médiation, tout d'abord parce que la crise est encore localisée à Sofala. Ensuite parce que le Mozambique a changé par rapport à ce qu'il était voici 20 ans. La RENAMO elle-même s'est scindée voici deux ans, avec la création d'un nouveau parti, le MDM (Mouvement démocratique mozambicain), qui commence à prendre pied, au détriment de l'ancienne direction qui cherche également pour cette raison à accroître son poids politique au travers de cette crise. Il s'agit là d'un jeu difficile parce que le scénario international permettra difficilement à la RENAMO de trouver les appuis extérieurs lui permettant de lancer une lutte armée, par ailleurs rejetée par la majorité des mozambicains » concluent les sources de Fides.

(L.M.) (Agence Fides 22/10/2013)